

La Flandre et la présidence belge de l'U.E , catastrophe ou leadership ?  
Raymond Van Ermen. Le 10 Mai 2010.

La présidence belge de l'Union Européenne se prépare dans le pire des contextes. C'est le résultat d'une Europe prise en ciseau entre une crise financière majeure et la guerre entre partis flamands. Alors que la Flandre avait engrangé ces derniers mois des avancées significatives quant à son « aura » internationale : le Président du Conseil Européen, le président du PEE, le président du groupe Libéral au Parlement Européen, le Commissaire belge, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires Etrangères ne sont –ils pas tous flamands, sans parler des Directeurs Généraux, Chefs de Cabinet flamands présents au sein de la Commission .

Tout ceci pouvait faire penser que les Flamands étaient devenus plus performants que les Anglais quant au contrôle du système institutionnel européen (et c'est un compliment). Or, voici que la Flandre est rattrapée par ses contradictions et tout est gravement en danger : c'est le parti du président du groupe libéral au Parlement Européen qui torpille la préparation de la présidence belge, c'est la Flandre qui va attirer l'attention internationale sur son repli identitaire, les élections risquant de dégager en Flandre une majorité en faveur d'un mouvement « purement rétro » qui à son tour va faire baisser la cote internationale de la Flandre.

Catastrophe pour l'image de la Flandre, car du fait de certains de ses leaders politiques, la Belgique n'aura probablement pas de nouveau gouvernement le 1<sup>er</sup> Juillet 2010. Et ceci au moment où l'Europe risque bien d'avoir besoin de beaucoup de sang froid car, comme le prédise certains experts, la crise de l'Euro n'est peut être que le début d'une vague de fond encore plus inquiétante qui se passerait pendant la présidence belge : « *la collision entre, d'une part, la virtualité des économies britanniques et américaines fondées sur un endettement public et privé insoutenable, et, d'autre part, le double mur de la maturité des emprunts venant à échéance à partir de 2011 cumulée à la pénurie globale de fonds* ». Autrement dit la crise de l'euro de Mai 2010 n'est qu'un avant goût de ce qui vient et qui explique que le Président Obama soit si préoccupé par la crise de l'euro. Ainsi alors que la crise financière européenne sera devenue mondiale, quelle bénéfice pour son image et son égo, la Flandre peut –elle attendre de la crise belge et de se voir comparer au Kosovo ou à la Serbie ?

En Flandre, la réponse automatique sera bien sûr, « *c'est la faute aux Francophones* ». Mais là aussi, la Flandre devrait s'interroger sur ses propres contradictions dans sa relation avec les autres belges et pourquoi elle n'inspire pas confiance. Il y a une similitude frappante entre la façon de se comporter de la Flandre et le Gouvernement Israélien au cours de l'histoire : un mélange que l'on entretient et exacerbe de complexes de supériorité arrogante et de minorité qui se dit menacée, le mélange des deux autoriserait tout. Regardant les Palestiniens, les Francophones peuvent imaginer le sort que l'on veut leur réserver. BHV ? La Flandre se veut un « quasi Etat » mais elle veut fixer ses frontières avec un autre « quasi Etat » sur la base de la majorité, comme si les frontières entre deux Etats étaient fixées par l'Etat qui est le plus peuplé. La Flandre veut avoir Brussel comme capitale, mais les Flamands qui ne sont pas Bruxellois veulent l'étrangler, notamment financièrement. Confédération ? C'est au programme du CD&V et l'objectif de la NvA mais pour le Vlaamse Belang *le confédéralisme, c'est le fédéralisme des cons.*

L'Union Européenne est pour la Belgique un facteur d'unité et de division. Unité car perdre la capitale des institutions européennes serait une catastrophe de plus pour la Flandre comme pour Bruxelles. De division car le mouvement indépendantiste flamand, comme d'ailleurs dans les autres régions d'Europe que sont la Catalogne, l'Italie du Nord ou l'Ecosse, très logiquement, dans un certain sens, revendique sa place à la table du Conseil comme les autres micro-Etats qui en font déjà partie. Il faut mettre un coup d'arrêt à l'émiettement de l'Europe et cela d'autant plus que la Flandre, contrairement aux autres régions citées ci-dessus, représente d'ores et déjà la Belgique dans des conseils ministériels

et se prépare à présider des conseils ministériels européens. C'est pourquoi, il faut que le principe suivant soit acté : *tout Etat qui résulterait de la scission d'un Etat Membre de l'Union Européenne pourra en devenir un Membre Associé, jamais un Membre à part entière*. Ceux qui ne sont pas capables de mettre en pratique la devise de *l'Union dans la diversité*, ne doivent avoir aucun espoir d'avoir un jour droit de vote et accès aux fonds communautaires réservés aux Etats Membres.

Tournons le dos à tout cela et faisons de la présidence belge de l'UE le début d'une nouvelle ère. ! Que la Flandre devienne leader en Europe pour avoir été la Région d'Europe qui prendra, à côté du Gouvernement Fédéral Belge, l'initiative de la négociation d'un Pacte Sociétal Européen dans le cadre d'une Convention qui rassemblerait les Etats, le Parlement Européen, les Parlements Nationaux, les Régions, les Entreprises, les Syndicats et la Société Civile.

La première étape serait une Déclaration Politique, proposée par Mr Verhofstadt (pour se faire pardonner) et les présidences des autres grands groupes du parlement européen, adressée au Conseil Européen de Juin 2010 et demandant la convocation d'une troisième Convention pour adopter la Déclaration d'Interdépendance proposée par le Président Barroso. Et toutes les mesures que requièrent les présentes crise financière, économique, sociale et écologique et la mise en œuvre de *Europe 2020, la stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive* proposée par la Commission.

C'est la mission essentielle du Parlement européen et de la présidence belge : mettre le processus sur les bonnes rails. Car la Commission semble incapable de mettre en œuvre ce qu'elle prêche : l'innovation systémique pour une croissance intelligente. Il faut que la vision juste soit suivie d'un processus juste pour conduire aux actions justes. Le processus juste consiste à mettre en place une structure adaptée à notre monde en pleine évolution et dont les fondations impliquent des millions de personnes sans quoi l'espoir d'un « grand projet pour l'Europe » montrant le chemin d'une « grande transition » vers une nouvelle croissance dans les limites de la planète se transformera en frustration et colère.

Les propositions du monde des affaires (voir *Vision 2050* du WBCSD) d'une part, les révélations de la crise financière et économique quant à l'ampleur des interdépendances des économies d'autre part et enfin la mise en œuvre des engagements des Institutions Européennes à assurer aux citoyens de l'Union des biens qui vont au-delà du marché sont autant de raisons pour que le processus *Europe 2020* soit innovant, participatif et inclusive désireuse de garder son leadership mondial sur « les marchés » de la croissance durable.

C'est ici qu'il faut faire le lien avec la présidence belge. Lors de la précédente présidence belge, la Déclaration de Laeken convoquant la « seconde convention sur le traité constitutionnel » - qui venait poursuivre le chantier ouvert avec la « première convention sur les droits fondamentaux » - avait été un résultat remarquable. Cette fois-ci, il faudrait que le Conseil européen donne mandat à la présidence belge d'ouvrir une « troisième convention, *Europe 2020* » comme lieu de réflexion, mobilisation, décision pour rendre l'Europe plus résiliente face à « une crise systémique globale »

Selon LEAP, « est en train de se former très rapidement un « cocktail socio-politique explosif » qui conduit directement à des conflits entre composantes de la même entité géopolitique (conflits états fédérés/état fédéral aux Etats-Unis, tensions entre Etat-membres dans l'UE, entre républiques et fédération en Russie, entre provinces et gouvernement central en Chine), entre groupes ethniques (montée des sentiments anti-immigrés un peu partout) et recours au nationalisme national ou régional pour canaliser ces tensions destructrices. L'ensemble se déroulant sur fond de paupérisation des classes moyennes aux Etats-Unis, au Japon et en Europe (en particulier au Royaume-Uni et dans les pays européens et asiatiques où les ménages et les collectivités sont les plus endettées) ».

Dans le contexte créé par la crise de l'euro et celle de la croissance économique et pour préparer le « monde d'après la crise » à partir des 3 axes proposés par la Commission (*croissance intelligente, durable et inclusive*) où « l'économie reprendrait un caractère central face à l'économie virtuelle de la

*sphère financière* » (LEAP), seul un processus comme la Convention qui associe toutes les Institutions et Parties Prenantes concernées peut engendrer l'impulsion, la mobilisation, les accords qui permettront d'accélérer le changement et permettra de « remobiliser ».

Cette convention n'aurait pas pour mission de modifier le Traité mais de fixer plusieurs éléments clefs qui se tiennent et ont besoin de cohérence: vision (la stratégie Europe 2020), budget (2014-2020) et cadre pour mobiliser le capital privé, indicateurs (société de bien être pour tous dans les limites de une planète), gouvernance (appropriation, mise en œuvre de la stratégie par les parlements nationaux, les autorités locales, les acteurs économiques et sociaux et la société civile dans son ensemble).

Il en résulterait un accord cadre, véritable *pacte sociétal européen*, dont la pierre angulaire et l'introduction doit être une *Déclaration d'Interdépendance* (qui était annoncée par le Président Barroso mais qui a disparu du radar communautaire) donnant une nouvelle visibilité et créant une nouvelle dynamique autour des *Biens et Droits Collectifs* auxquels le Traité de Lisbonne engage les institutions européennes en tant que telle ou en coopération avec les États membres.

Nous sommes face à la montée dangereuse du chacun pour soi alors que les crises qui viennent demandent plus de solidarité pour *plus de résilience collective* face aux chocs que vont représenter la crise économique, la crise climatique, la crise de l'énergie, des matières premières et de l'alimentation, sans parler de crises internationales. Si les responsables politiques Belges (et Flamands singulièrement) présents au plus haut niveau au sein du Conseil, de la Commission ou des Partis Politiques et Groupes Parlementaires ne parviennent pas à infléchir le cours de la trajectoire inquiétante actuelle de l'histoire, il ne nous restera plus qu'à croiser les doigts. S'ils réussissent, nous sortirons mieux équipés pour réussir au plan européen et mondial en construisant « une avancée de civilisation » mondiale digne d'une Europe « intelligente ».

La Flandre, en Juin 2010, doit savoir qu'elle a plus à gagner à être une des premières régions de l'Union qu'à être suite à la victoire électorale engagée dans le divorce belge et le symbole du repli identitaire tandis que le Président du Conseil Européen, le président du PEE, le président du groupe Libéral au Parlement Européen, le Commissaire belge, les Directeurs Généraux, Chefs de Cabinet flamands présents au sein de la Commission devraient démissionner en bloc, la République de Flandre n'étant plus qu'un Membre associé, la Suisse du Nord

Nous Belges avons, dans l'Union Européenne, une mission spéciale, celle de démontrer - au coeur de l'Europe - que *l'Union dans la Diversité* peut être une source de richesse pour tous. Devrions nous échouer collectivement, c'est toute l'UE qui en serait ébranlée (en même temps que la capitale de l'UE pourrait être déplacée si les choses tournent mal). Nous avons peu de temps pour démontrer que nous pouvons réussir,

Si les responsables des Institutions Belges (Gouvernements, Parlements, Pouvoirs Judiciaires) sont en première ligne, ils ne sont pas les seuls. Les initiatives "incendiaires", les gaffes, les erreurs stratégiques commentées internationalement, n'ont pas été le monopole des politiques. Certaines organisations patronales et des membres de "l'élite" du monde des affaires belges, comme de la société civile, ont aussi contribué à démolir notre réputation internationale. Mais des initiatives positives pour sortir de la crise institutionnelle comme des ghettos mentaux ont émanés de mouvements culturels, en Flandres en particulier, et des fédérations patronales (pour ce qui concerne la gestion de la communauté urbaine de la zone économique bruxelloise). Il faut donc d'abord souligner que la responsabilité est "collective". Responsabilité dans les crises qui nous frappent, responsabilité dans la "sortie de crise" dont nous avons besoin.

Nous avons trois chantiers où nous devrions présenter à l'Europe - en Septembre - des solutions innovantes :

La "Pax Belgica", le rôle de l'Etat dans les Banques, les défis environnementaux. Trois chantiers où les événements récents et ce que l'on écrit sur la Belgique font que l'on ne peut pas être fier ni d'être Belge, ni d'être Flamand, Wallon ou Bruxellois, ni d'être banquier belge ou membre de "l'élite" des

chefs d'entreprises belges. Trois chantiers où cependant nous pouvons redresser notre "réputation" et refaire de notre pays, comme ce fut le cas dans le passé, un "phare pour l'Europe".

Le moment est venu de présenter aux Européens des initiatives tournées résolument vers les réalités et les forces du XXI<sup>ème</sup> siècle que nous résumerons en trois points: *un Royaume au coeur de l'Europe, une Europe de la finance responsable, un Pacte Sociétal*.

- *Un Royaume au coeur de l'Europe*. La Pax Belgica doit offrir aux plus de cent nationalités qui se côtoient en Belgique l'occasion de participer à un développement économique, social, culturel et environnemental qui renforcera nos trois Régions et nos trois Communautés. C'est là que la Pax Belgica deviendrait projet pilote européen .
- *Une Europe de la finance responsable*. Face à la crise financière et économique, l'Etat doit se donner les leviers pour "*promouvoir l'efficacité sociétale de l'économie de marché*" (Mark Eyskens). L'Etat Belge, actionnaire de Banques doit transformer ses banques en "*banques de l'investissement responsable et du développement durable*" ouvrant la voie à une nouvelle forme d'économie mixte.
- *Un Pacte Sociétal* . La Belgique, ses gouvernements et parlements, avec le soutien de ses entreprises, de ses syndicats et de ses ong, devrait proposer que le Conseil Européen de Décembre 2009 décide le lancement, sous la présidence belge de l'UE, d'une troisième convention européenne intitulée "UE, Objectifs 2020-2050". Cette troisième convention doit nous permettre de jeter les bases d'un nouveau pacte sociétal, de définir comment mieux protéger les biens communs, de présenter une *Belgique Eco-Innovante* à même d'engager l'Europe dans une vaste mobilisation – parallèle à celle que va engager B. Obama – pour l'indépendance énergétique. Il devrait en résulter un accord cadre, y compris sur le budget européen 2014-2020, co-signé par toutes les Institutions européennes concernées, les Partenaires Sociaux et les grands réseaux de la société civile. En effet, les scientifiques débattent du déclin de notre civilisation en raison de notre incapacité actuelle à maîtriser les nouveaux défis pour la sécurité européenne liés à la conjonction de 4 crises (i) les défis climatique, (ii) énergétiques et (iii) de rareté de certaines ressources naturelles dont l'eau qui viennent s'additionner (iv) à la crise financière et économique. La Troisième Convention doit être un modèle de "coordination ouverte" pour un "Green New Deal" appelé de ses vœux par le Secrétaire Général des Nations Unies et préparer la conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012. Il s'agit, face à une mutation planétaire, de réussir une mutation de l'humanité, basée sur plus de solidarité et une amélioration du bien-être pour tous.

Ce projet pilote 2010, avec ses trois chantiers, serait la carte de visite du Royaume de la petite Belgique et de ses Régions et Communautés et ferait contraste avec une vision ethnique, du repli et du déclin qui fait déjà trop et ferait encore plus à l'occasion de la présidence belge (comme aujourd'hui l'euro scepticisme des Tchèques), l'objet de multiples articles de la presse internationale,

Si nous échouons s'installera un débat sur la fin du modèle européen démontrant ainsi - par l'absurde - combien nos "élites" n'ont rien compris à la portée de leurs décisions belgo-belges pour l'avenir de l'Europe et des Régions belges. Ce projet pilote 2010 de mise en œuvre de la devise européenne « *L'Union dans la Diversité* » devrait être mis à l'agenda des négociations pour la formation du nouveau gouvernement fédéral.

Raymond Van Ermen